



HAL
open science

Qui doit gouverner ? Jeunesse(s) et soutien à différents modes de gouvernement en France

Camille Bedock

► **To cite this version:**

Camille Bedock. Qui doit gouverner ? Jeunesse(s) et soutien à différents modes de gouvernement en France. *Agora débats/jeunesses*, 2024, 98. halshs-04762138

HAL Id: halshs-04762138

<https://shs.hal.science/halshs-04762138v1>

Submitted on 31 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Qui doit gouverner ? Jeunesse(s) et soutien à différents modes de gouvernement en France

Citation : Bedock, Camille (2024), « Qui doit gouverner ? Jeunesse(s) et soutien à différents modes de gouvernement en France », *Agora débats / jeunesses*, n°98, 2024/3, accepté pour publication

Résumé :

A partir d'une enquête auprès de 4072 répondants âgés de 40 ans et moins, cet article analyse les déterminants du soutien à différents modes de gouvernement chez les jeunes français, pour comprendre de quelle manière les inégalités spatiales, sociales et politiques expliquent ces préférences. Des analyses descriptives confirment d'abord une certaine forme d'érosion du soutien à la démocratie au sein de la jeunesse française, moins susceptible de soutenir le gouvernement démocratique que ses aînées et plus attirée par un gouvernement militaire. Des analyses inférentielles démontrent ensuite le rôle négligeable du lieu d'habitation pour expliquer ces préférences, contrairement à celui du niveau de diplôme, mais aussi la spécificité des 18-24 ans, particulièrement prompts à soutenir un gouvernement militaire.

Depuis plusieurs décennies, de nombreux travaux ont cherché à identifier la spécificité des jeunes et de leurs valeurs par rapport aux générations anciennes (pour une synthèse, voir Peugny and Van de Velde, 2013). Dans le sillage de Ronald Inglehart (1977), s'est imposée l'idée d'une jeunesse à l'avant-garde des valeurs post-matérialistes, plus tolérante et ouverte que ses aînées. Pour autant, des travaux plus récents tempèrent largement l'idée selon laquelle les jeunes sont unis autour de valeurs spécifiques : dès lors que l'on contrôle les effets de structure, et notamment le niveau de diplôme, les différences de valeurs entre cohortes apparaissent bien moins marquées, que l'on parle d'attitudes en termes d'immigration, de politiques économiques et sociales, de construction européenne, ou de changement climatique (Roux, 2021; Peugny, 2022).

S'il est en revanche un domaine où les jeunes se distinguent, c'est celui du rapport à la citoyenneté et à la politique, particulièrement distant et défiant (Tiberj, 2017; Lardeux and Tiberj, 2021). Plusieurs contributions récentes vont plus loin et montrent un attachement plus faible des jeunes au régime démocratique (Foa and Mounk, 2016, 2017; Belchior and Teixeira, 2023; Claassen and Magalhães, 2023; Grassi, Portos and Felicetti, 2023). Cette thèse a suscité une vaste controverse ancrée dans un débat plus large sur la « déconsolidation » démocratique (définie ici comme la remise en question de la légitimité de la gouvernance démocratique)¹. Récemment, une étude comparative longitudinale dans 18 démocraties consolidées a montré que, malgré la stabilité du soutien à la démocratie, dans certains contextes, les plus jeunes soutiennent davantage des

¹ Pour approfondir cette question, voir par exemple : <https://www.journalofdemocracy.org/online-exchange-democratic-deconsolidation/>

régimes incompatibles avec la démocratie libérale (Wuttke, Gavras and Schoen, 2022). C'est notamment le cas en France, mais aussi en Norvège, en Slovénie ou au Royaume-Uni, où l'idée d'un gouvernement militaire est plus acceptable pour les jeunes générations. Il y aurait donc bien dans certaines sociétés démocratiques, dont la France, une tendance plus prononcée des plus jeunes à soutenir des alternatives autoritaires.

Pour autant, considérer « la jeunesse » d'un bloc n'a guère de sens, tant elle constitue un « continent hétérogène » (Peugny, 2022, 36), traversée par une série d'inégalités sociales et spatiales qui ont à ce jour rarement fait l'objet d'une analyse précise pour expliquer le phénomène – débattu – de déconsolidation démocratique. Une série d'auteurs soulignent que les jeunes sont particulièrement touchés par la crise, la précarité et le déclin économique ce qui expliquerait l'érosion des valeurs démocratiques dans ce groupe (Denemark, Donovan and Niemi, 2016; Tsatsanis *et al.*, 2022). Dans une précédente étude, nous avons montré que les français nés après 1980 ont une plus forte propension à soutenir le remplacement d'un gouvernement élu par l'armée, notamment chez les individus moins diplômés et éloignés de la participation politique (XXX, 2021).

Cet article se penche sur la question suivante : dans quelle mesure le phénomène de déconsolidation démocratique peut-il être relié aux inégalités sociales et spatiales au sein de la jeunesse française ? Pour ce faire, nous analysons le soutien à divers modes de gouvernement, démocratiques et non-démocratiques, en nous appuyant sur le fichier cumulé de plusieurs enquêtes portant sur 4272 jeunes répondants de 40 ans et moins. L'article dresse d'abord une brève revue de littérature des liens entre inégalités sociospatiales et soutien à la démocratie. La deuxième section présente le niveau de soutien à divers modes de gouvernement selon la classe d'âge, confirmant les signes d'une déconsolidation démocratique chez les plus jeunes. Des disparités importantes existent entre les diplômés du supérieur et les autres, et, dans une bien moindre mesure, entre les jeunes des différents territoires. Enfin, nous proposons une analyse inférentielle démontrant la spécificité de certaines sous-classes d'âge (les 18-24 ans) et l'importance du niveau d'éducation. A l'inverse, il n'existe que des différences très modérées selon le lieu d'habitation, suggérant que les inégalités spatiales entre les jeunes ne sont pas les plus structurantes pour comprendre les réponses à la question « qui doit gouverner ».

Encadré méthodologique

Ce travail s'appuie sur les données recueillies en 2020 lors d'une enquête coordonnée par Vincent Tiberj dans le cadre du projet région Nouvelle Aquitaine « Jeunesses, citoyennetés et inégalités socio-spatiales ». Le même questionnaire a été administré en ligne par IPSOS à différents échantillons : un échantillon « miroir » représentatif de la population française (3000 répondants), et plusieurs échantillons de répondants âgés de 40 ans et moins dans divers lieux d'habitations : centre urbain (861 répondants), périurbain (725 répondants), banlieue (1075 répondants), rural (325 répondants) et Nouvelle-Aquitaine dans sa globalité (290 répondants). Ces sous-échantillons de jeunes ont été sélectionnés de manière à être représentatifs de la population de moins de 40 ans en termes de niveau de diplôme, de catégorie socioprofessionnelle des parents ou de région. La délimitation des lieux d'habitation a suivi les catégories de l'INSEE (jusqu'en 2020), qui définit l'espace périurbain comme les couronnes des aires d'attraction des villes, le rural comme des communes n'appartenant pas à une unité urbaine, et le centre-ville comme les communes représentant 50% de la population de l'agglomération au moins. Enfin, la banlieue est définie comme les communes en périphérie de la ville-centre.

Inégalités sociospatiales et soutien des jeunes à divers modes de gouvernement

Plusieurs travaux ont mis en évidence le lien entre socialisation politique pendant une période de récession (Grassi, Portos and Felicetti, 2023) ou de montée des inégalités (Inglehart, 2016) et érosion du soutien à la démocratie chez les jeunes générations. D'autres auteurs avaient également établi que l'érosion du soutien au régime démocratique dans les pays d'Europe du Sud frappés par la crise de la zone euro avait été particulièrement marquée chez les jeunes générations (Tsatsanis *et al.*, 2022). Cependant, à notre connaissance, peu de travaux se sont intéressés spécifiquement à *quels* jeunes sont plus susceptibles de soutenir des formes de gouvernement non démocratiques et à la manière dont les inégalités socioéconomiques affectent ce niveau de soutien. Le niveau de diplôme pourrait jouer un rôle particulièrement important. Celui-ci est une variable de plus en plus déterminante du rapport au politique et à la participation, voire un véritable clivage (Bovens and Wille, 2017). Dans le cas de jeunes n'ayant pas nécessairement atteint leur position sociale finale au moment de l'enquête (rendant les variables comme le revenu ou la catégorie socioprofessionnelle peu pertinentes), il constitue un des meilleurs prédicteurs du futur destin social. De plus, le niveau d'éducation a depuis longtemps été considéré comme un facteur essentiel au développement de normes démocratiques (Glaeser, Ponzetto and Shleifer, 2007), même si d'autres auteurs tempèrent cette affirmation (Österman and Robinson, 2023).

Dans le cas français, les jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat sont beaucoup plus enclins à soutenir des formes de gouvernement non démocratiques que les diplômés du supérieur (XXX, 2021).

Pour appréhender le lien entre inégalités et soutien à diverses formes de gouvernement, la dimension spatiale apparaît également pertinente. En effet, la France se caractérise par des divisions géographiques particulièrement marquées entre territoires urbains, périurbains et ruraux en termes de vote et de participation politique (pour une synthèse, voir Brookes et Cappellina 2023). Les premiers travaux comparatifs sur le cas européen suggèrent que les habitants des zones rurales soutiennent davantage les formes de gouvernement autoritaires que les urbains (Zumbrunn and Freitag, 2023), ce qui s'expliquerait par leur marginalité socio-économique et un plus fort conservatisme culturel. Dans le cas français, divers auteurs ont établi l'existence de différences en termes de participation électorale et de vote entre zones urbaines, périurbaines et rurales (Braconnier and Dormagen, 2007; Bussi, Fourquet and Colange, 2012). L'étalement urbain et la péri-urbanisation aurait conduit une partie des classes populaires à quitter les agglomérations et à subir une relégation économique et une disparition des services publics liées au vote pour le Rassemblement national (Bolet, 2020). D'autres auteurs sont toutefois critiques de l'essentialisation des types de territoire inhérente à cette approche et insistent plutôt sur la grande diversité de l'espace métropolitain (Rivière, 2017), banlieusard (Cartier, Coutant and Siblot, 2008) ou périurbain (Rivière and Girard, 2013; Girard, 2017).

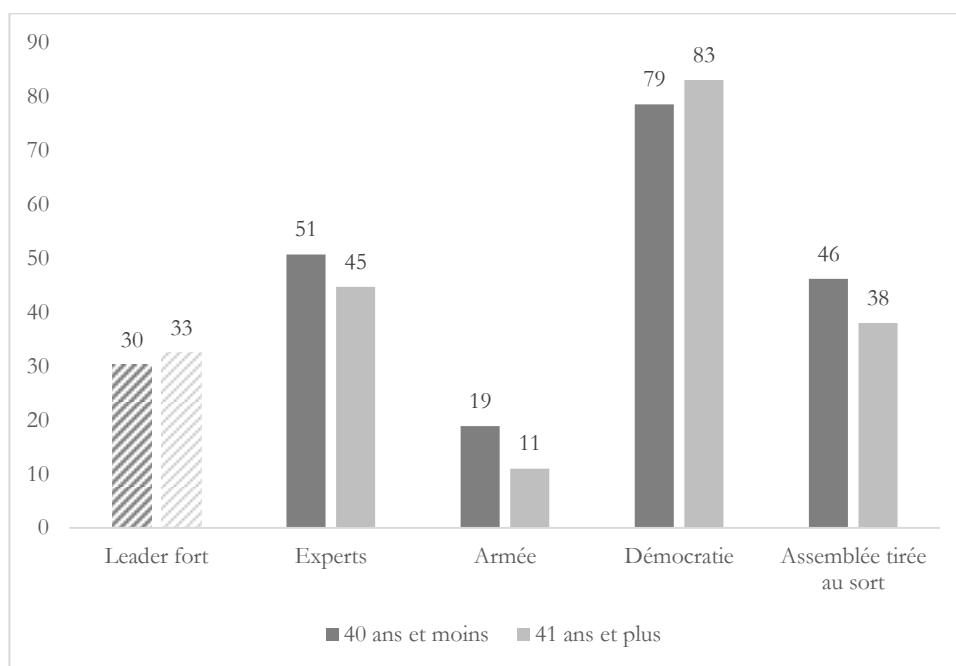
Jeunes et soutien à divers modes de gouvernement : la confirmation de spécificités générationnelles

Le questionnaire commun à l'ensemble des enquêtes invitait à se prononcer sur diverses manières de gouverner le pays. Les cinq alternatives proposées étaient les suivantes : « avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections » ; « que ce soient des experts et non un gouvernement qui décide pour le pays » ; « que l'armée dirige le pays » ; « avoir un système politique démocratique » ; et enfin « une assemblée de citoyens tirés au sort qui décide ». Il leur était demandé s'ils considéraient ce mode de gouvernement comme une « bonne », « assez bonne », « assez mauvaise » ou « mauvaise » manière de gouverner le pays, recodé en deux catégories (« bonne », et « mauvaise »). Au vu du très fort taux de non-réponses à ces questions (15% en moyenne, jusqu'à 18% pour le gouvernement des experts), nous ne les

avons pas traitées en valeurs manquantes pour que nos analyses n'excluent pas une partie substantielle de l'échantillon.

Le graphique 1 montre l'existence de différences non négligeables entre les 41 ans et plus et les 40 ans et moins en termes de préférences pour divers modes de gouvernement. Toutes classes d'âges confondues, environ un tiers des répondants soutient l'idée d'un leader fort qui n'aurait à se préoccuper ni du parlement ni des élections. Des enquêtes qualitatives aux Pays-Bas ont montré qu'une telle position relève non du soutien à la dictature mais d'une aspiration à un leadership efficace prenant des décisions rapides (Thomassen, 2015). L'enquête confirme également le fort soutien à l'idée d'un gouvernement d'experts, plus encore dans les jeunes générations, déjà enregistré dans de nombreux pays européens. Une étude historique et qualitative suggère que le soutien aux « experts » relève en réalité - au moins pour une partie des citoyens - d'une préférence pour des leaders élus mais sélectionnés pour leur compétence et détachés des mesquineries du jeu partisan (Clarke *et al.*, 2018).

Graphique 1. Proportion de répondants qui considèrent les modes de gouvernement suivants comme une « bonne » manière de gouverner, en %



Lecture : 83% des 40 ans et plus considèrent le fait d'avoir un système politique démocratique comme une « bonne manière » de gouverner.

Source : Fichier cumulé des enquêtes « Jeunesses, citoyennetés et inégalités socio-spatiales » et échantillon miroir

Note : Le test du χ^2 montre que les différences entre jeunes et 41 ans et plus sont statistiquement significatives, sauf sur le leader fort, figuré en hachuré

Les différences les plus marquées entre « jeunes » et plus de 41 ans portent sur le soutien à l'armée : presque le double des moins de quarante ans considère cette alternative comme une bonne manière de gouverner par rapport aux autres répondants, confirmant l'appétence importante – et croissante – pour un gouvernement militaire d'une partie de la jeunesse française (XXX, 2021). Le soutien explicite au système démocratique est plus marqué chez les 41 ans et plus (83% contre 79%), alors que nous n'enregistrons pas de différences significatives entre cohortes à partir des données EVS (*European Value Survey*) de 2018 (XXX, 2021). Enfin, le soutien à une assemblée de citoyens tirée au sort est notoirement plus marqué chez les jeunes, confirmant des résultats précédents sur le cas français qui montraient que plus les individus sont âgés, moins ils sont favorables aux innovations démocratiques remettant en question l'ordre institutionnel existant (XXX et XXX, 2021).

Au sein des jeunes générations, les 18-24 ans se distinguent particulièrement (Tableau 1). Ceux-ci sont non seulement les moins explicitement attachés au gouvernement démocratique (seuls 74% affirment leur soutien à ce mode de gouvernement), mais aussi les plus favorables au gouvernement des experts ou à celui de l'armée². Le soutien au gouvernement militaire est particulièrement frappant : quasiment 3 jeunes de 18-24 ans sur 10 affirment qu'il s'agit d'une « bonne manière » de gouverner. Même en considérant le fait que l'image de l'armée a pu devenir plus positive après la suppression du service militaire, celle-ci étant désormais plus associée à la protection et au maintien de la paix, ou encore le possible lien entre ce résultat et le traumatisme des attentats de 2015, ce résultat va clairement dans le sens d'une mise à distance plus forte de la norme démocratique chez les plus jeunes.

Tableau 1. Comparaison par classes d'âge de la proportion de répondants considérant cinq modes de gouvernement comme une « bonne manière de gouverner », en %.

	Leader fort	Experts	Armée	Démocratie	Assemblée tirée au sort	N
18-24	35	55	28	74	46	858
25-29	31	52	20	80	50	940
30-34	28	50	17	78	48	854
35-40	29	49	14	80	44	1620
<i>40 ans et moins</i>	<i>30</i>	<i>51</i>	<i>19</i>	<i>79</i>	<i>46</i>	<i>4272</i>
41-50	33	47	16	77	44	533
51-60	27	49	11	80	42	555
61-70	33	42	7	88	35	501
70+	38	38	10	89	29	415
<i>40 ans et plus</i>	<i>33</i>	<i>45</i>	<i>11</i>	<i>83</i>	<i>38</i>	<i>2004</i>

² Même en excluant les « ne se prononce pas » (non reporté ici), les écarts entre générations restent très substantiels.

Lecture : 28% des 18-24 ans considèrent que le fait que « l'armée dirige le pays » est une « bonne » manière de gouverner.

Note : Les chiffres en gras correspondant à la classe d'âge la plus favorable à une alternative donnée. Le test du χ^2 montre que les différences entre classes d'âge sont statistiquement significatives.

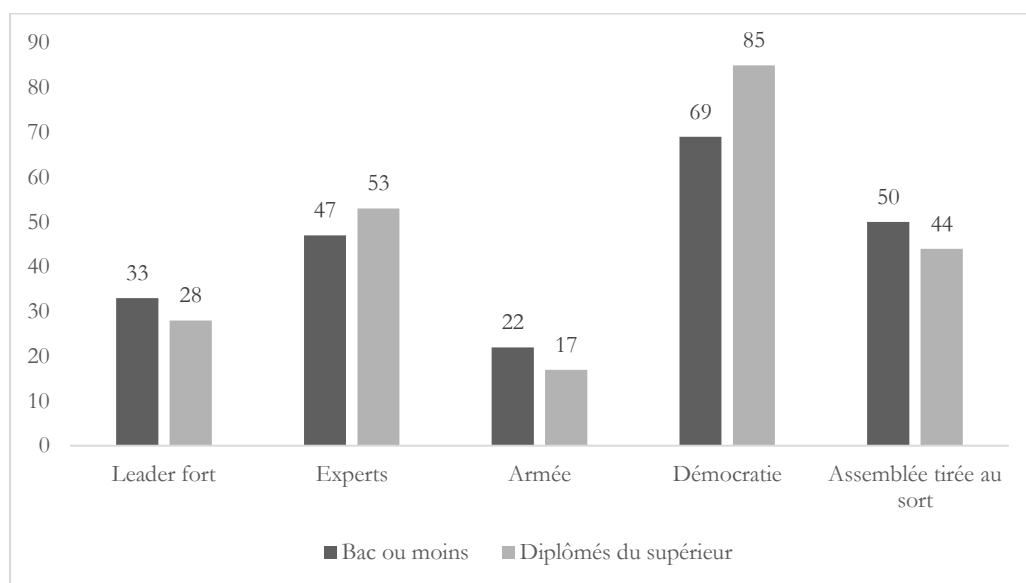
Source : Fichier cumulé des enquêtes « Jeunesses, citoyennetés et inégalités socio-spatiales »

Les personnes nées avant 1950 (70 ans et plus) se distinguent également fortement des autres répondants. Elles expriment l'attachement explicite le plus fort au régime démocratique (9 répondants sur 10), mais aussi à l'idée d'un leader fort. Cette classe d'âge est également la plus hostile à l'idée d'une assemblée de citoyens tirée au sort. On peut sans doute relier ces résultats paradoxaux à une citoyenneté « déférente » se manifestant à la fois par un soutien au *statu quo* institutionnel, à l'ordre établi et à l'autorité (Tiberj, 2017). Les générations intermédiaires, âgées de 30 à 60 ans, se distinguent relativement peu : les spécificités du rapport aux modes de gouvernement sont le fait des plus jeunes et des plus âgés. Les *baby boomers* nés entre 1951 et 1960 (61-70 ans), une génération caractérisée par un intérêt particulier pour la politique et par une citoyenneté engagée et « critique » (Tiberj, 2017), expriment non seulement comme les plus âgés un attachement très fort à l'ordre démocratique mais se différencient également par un rejet presque unanime du gouvernement militaire qui n'est considéré comme une « bonne » manière de gouverner que par 7% d'entre eux.

Diplôme, lieu de résidence et préférences pour divers modes de gouvernement chez les jeunes

Si l'on se centre spécifiquement sur les 40 ans et moins, le graphique 2 montre des différences en termes de préférences pour divers modes de gouvernement selon le niveau de diplôme. Les jeunes ayant un diplôme égal ou inférieur au baccalauréat sont plus prompts que les diplômés du supérieur à considérer un leader fort (33% contre 28%), l'armée (22% contre 17%), ou une assemblée tirée au sort (50% contre 44%) comme une bonne manière de gouverner. Ils sont en revanche légèrement moins nombreux à considérer l'expertise comme un bon mode de gouvernement (47% contre 53%), et se montrent surtout beaucoup moins attachés au gouvernement démocratique (69% contre 85%). Le fait que les jeunes diplômés du supérieur - et donc ceux qui bénéficieront des plus grandes opportunités sociales - soient ceux qui soutiennent le plus le gouvernement par l'expertise fait écho aux conclusions d'un travail par entretiens collectifs en France (Gourgues *et al.*, 2021) qui voit dans ce soutien la manifestation d'un clivage de classe, les classes supérieures étant plus favorables à ce gouvernement par la « compétence ».

Graphique 2. Proportion de jeunes de moins de 40 ans considérant les modes de gouvernement suivants comme une « bonne manière de gouverner » selon le niveau de diplôme



Note : L'échantillon jeunes compte 43% de non diplômés du supérieur (N=1831) et 57% de diplômés du supérieur (N=2441). Le test du χ^2 montre que les différences en fonction du niveau de diplôme sont statistiquement significatives.

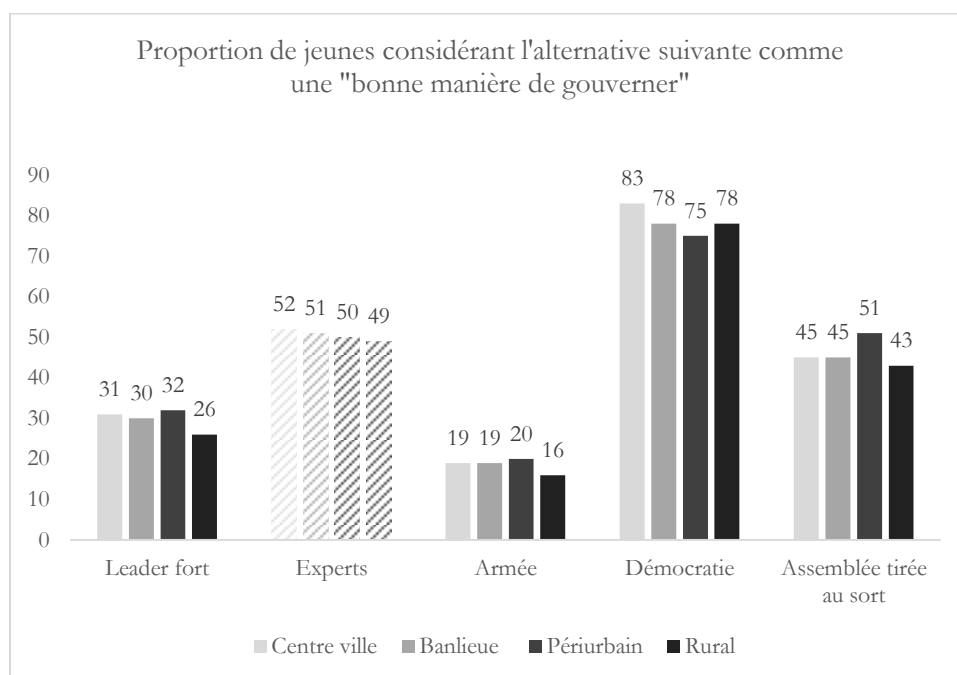
Source : Fichier cumulé des enquêtes « Jeunesses, citoyennetés et inégalités socio-spatiales »

Les diplômés du supérieur sont bien plus nombreux à considérer la démocratie comme une bonne manière de gouverner, ce qui accrédite la thèse selon laquelle le soutien à l'ordre institutionnel est plus marqué chez les individus ayant une position plus favorisée (Ceka and Magalhães, 2020).

Le graphique 3, en revanche, ne montre pas de disparités très marquées selon le lieu d'habitation. Les jeunes ruraux sont les moins favorables à un leader fort, au gouvernement des experts ou de l'armée, ou à l'assemblée tirée au sort. Ils rejettent donc davantage l'ensemble des alternatives non-élues. Les individus résidant au centre-ville sont les plus explicitement attachés à un système démocratique, mais aussi au gouvernement des experts. Enfin, les individus résidant dans le périurbain sont ceux qui considèrent le moins que la démocratie est une « bonne » manière de gouverner, et sont légèrement plus favorables au gouvernement de l'armée que les jeunes de centre-ville ou de banlieue. Ils soutiennent également davantage l'idée d'une assemblée

tirée au sort. L'ensemble de ces résultats suggère un moindre attachement à l'ordre institutionnel démocratique et électif existant dans ce type de territoire.

Graphique 3. *Proportion de jeunes de moins de 40 ans considérant les modes de gouvernement suivants comme une « bonne manière de gouverner » selon le lieu d'habitation*



Note : L'échantillon jeunes compte 1291 répondants de centre-ville, 1092 du périurbain, 1398 de banlieue et 491 du rural. Le test du χ^2 montre que les différences entre lieu d'habitation sont statistiquement significatives, sauf sur le gouvernement d'expert, figuré en hachuré

Source : Fichier cumulé des enquêtes « Jeunes, citoyennetés et inégalités sociospatiales »

Le niveau de diplôme semble donc beaucoup plus structurant que le lieu d'habitation pour comprendre le soutien à divers modes de gouvernement chez les jeunes. Cependant, les statistiques descriptives ne permettent pas de trancher sur l'existence d'un effet *propre* du diplôme ou du lieu d'habitation. Il nous faut pour cela recourir à des analyses inférentielles.

Une analyse inférentielle du lien entre classes d'âge, lieu d'habitation, niveau de diplôme et soutien des jeunes à divers modes de gouvernement

Afin de mettre en évidence dans le sous-échantillon des moins de 40 ans l'effet propre de l'appartenance à une sous-classe d'âge (18-24, 25-29, 30-34 ou 35-39 ans), mais aussi du niveau de diplôme (inférieur au bac ou supérieur) et du lieu d'habitation (centre-ville, banlieue, périurbain ou rural) sur le soutien aux cinq modes de gouvernement, nous avons conduit une série de régressions multinomiales. Nous reportons les résultats comparant la propension à considérer tel ou tel mode de gouvernement comme une « bonne » plutôt qu'une « mauvaise » manière de gouverner (Tableau 2), laissant de côté les résultats comparant les NSP avec ceux qui considèrent les cinq alternatives comme des mauvaises manières de gouverner (Tableau 2). Nous avons introduit des variables de contrôle qui influencent le soutien à divers modes de gouvernement selon la littérature, et le rapport au politique plus généralement (Gherghina and Geissel, 2019; Malka *et al.*, 2022; Már and Gastil, 2023). Il s'agit de l'intérêt pour la politique (regroupé en deux catégories : intéressé, ou pas intéressé), l'orientation idéologique (recodé en plutôt à gauche, plutôt à droite, ni de gauche ni de droite ou ne se prononce pas), et le genre.

Le premier résultat est la confirmation d'un effet classe d'âge pour certaines alternatives : le gouvernement militaire, la démocratie et l'assemblée tirée au sort. Il est notamment marqué pour l'armée : le modèle prévoit que toutes choses égales par ailleurs, les 18-24 ans sont 25% à considérer le gouvernement militaire comme une bonne manière de gouverner, contre 15% des 35-39 ans³. Sachant que nous contrôlons l'effet de l'intérêt pour la politique, qui se développe au fur et à mesure de l'intégration sociale et politique au cours de la vie, cet effet est substantiel et suggère l'existence d'une spécificité des générations nées après 2000 sur le rapport à l'armée. Même si l'effet des sous-classes d'âge est statistiquement significatif pour le soutien à la démocratie, il est marginal substantiellement, avec des écarts de probabilités prédites de 3 points. En revanche, pour le soutien à l'assemblée tirée au sort, le modèle prédit des écarts plus importants : alors que les 18-24 ans et les 35-39 ans sont moins nombreux à considérer cette alternative comme une « bonne » manière de gouverner (44%), les 25-29 ans et les 30-34 ans ont une probabilité proche de 50% de soutenir cette idée. On peut supposer que le soutien plus fort des 25-34 ans - des individus inscrits dans un processus d'intégration dans l'ordre politique et social - s'ancre dans une critique de l'ordre institutionnel existant, mais davantage compatible avec la démocratie, contrairement à l'appétence particulière pour l'armée des 18-24 ans.

Le deuxième résultat est l'effet systématique du niveau de diplôme sur le soutien à l'ensemble des alternatives, plus marqué pour certaines modalités. Le modèle prévoit que 28%

³ Nous reportons ici dans le texte les effets marginaux des modèles de régression en tenant compte des autres variables du modèle grâce à la commande *margins* de Stata, qui permet de calculer les probabilités prédites par le modèle pour une série de valeurs ou pour les catégories de chaque variable indépendante.

des diplômés du supérieur contre 33% des titulaires du bac ou moins considèrent le leader fort ne se préoccupant ni du parlement ni des élections comme une « bonne » manière de gouverner, contre respectivement 17% et 21% pour le gouvernement militaire. Chez les jeunes répondants, le fait d'être titulaire d'un diplôme plus élevé rend certes les individus moins enclins à soutenir des alternatives autoritaires, mais les différences entre les diplômés du supérieur et les moins diplômés restent modestes. Confirmant nos résultats descriptifs, le soutien au gouvernement des experts est plus fort chez les jeunes diplômés du supérieur toutes choses égales par ailleurs : le modèle prévoit que 54% d'entre eux considèrent cette idée comme une « bonne » manière de gouverner, contre 48% des titulaires du bac ou moins, confirmant d'autres résultats qualitatifs (Gourgues *et al.*, 2021) ou quantitatifs (XXX et XXX, 2021). L'effet du diplôme est beaucoup plus fort pour le soutien à un système politique démocratique et à une assemblée citoyenne tirée au sort. Alors que notre modèle prédit que 73% des titulaires du bac ou moins considèrent la démocratie comme une « bonne » manière de gouverner, c'est le cas de 84% des diplômés du supérieur (respectivement 51% contre 43% pour l'assemblée tirée au sort). Le niveau de diplôme influence plus fortement le soutien à l'ordre institutionnel existant que les préférences pour les alternatives autoritaires, rendant les répondants plus enclins à soutenir explicitement la démocratie et à rejeter une innovation basée sur le tirage au sort qui remet en question la hiérarchie entre gouvernants et gouvernés (XXX et XXX, 2021).

Le troisième et dernier résultat est le faible effet du lieu d'habitation toutes choses égales par ailleurs. Les seules exceptions portent sur le soutien à l'idée d'avoir un système politique démocratique et une assemblée tirée au sort. Pour le cas de la démocratie, les habitants de centre-ville et du monde rural sont légèrement plus enclins que ceux résidant dans le périurbain (modalité de référence) à considérer qu'il s'agit d'une « bonne » plutôt que d'une « mauvaise » manière de gouverner, même après contrôle des autres variables. Cependant, les différences en termes de probabilités prédites sont négligeables : le modèle prévoit que 78% des habitants de banlieue et du périurbain considèrent la démocratie comme une « bonne » manière de gouverner, contre 81% des habitants du centre-ville et 80% des ruraux. Les habitants de l'ensemble des territoires hors périurbain ont également une propension moindre à considérer une assemblée tirée au sort comme une « bonne » plutôt qu'une « mauvaise » manière de gouverner. Les différences en termes de probabilités prédites sont cette fois plus substantielles : le modèle prévoit que 51% des jeunes du périurbain soutiennent ce mode de gouvernement, contre environ 44% dans les autres territoires. A l'inverse, pour les alternatives non démocratiques (leader fort, experts et gouvernement militaire), notre analyse ne met en évidence aucun effet du lieu d'habitation. Il ne semble donc pas y avoir une spécificité « autoritaire » du périurbain chez les

jeunes et moins encore du monde rural, comme ont pu le soutenir les analyses en termes de « France périphérique ».

Tableau 2. Propension à considérer les cinq modes de gouvernement suivants comme une « bonne » plutôt qu'une « mauvaise » manière de gouverner chez les jeunes de moins de 40 ans

	Leader fort	Experts	Armée	Démocratie	Assemblée tirée au sort
<i>Cat. Ref. Périurbain</i>					
Centre-ville	0.953 (0.0941)	1.038 (0.103)	1.033 (0.117)	1.315* (0.197)	0.744*** (0.0697)
Banlieue	0.912 (0.0883)	1.007 (0.0967)	1.015 (0.113)	1.079 (0.150)	0.802** (0.0735)
Rural	0.807 (0.108)	1.096 (0.145)	0.895 (0.140)	1.473* (0.307)	0.742** (0.0913)
Diplômé du supérieur	0.708*** (0.0544)	1.172** (0.0900)	0.712*** (0.0625)	1.801*** (0.206)	0.636*** (0.0464)
<i>Cat. ref. 18-24 ans</i>					
25-29 ans	0.868 (0.0975)	0.848 (0.0968)	0.691*** (0.0841)	1.423** (0.230)	1.337*** (0.143)
30-34 ans	0.860 (0.103)	0.770** (0.0918)	0.593*** (0.0788)	1.638*** (0.291)	1.336** (0.151)
35-39 ans	0.856 (0.0888)	0.806** (0.0849)	0.501*** (0.0581)	1.555*** (0.231)	1.098 (0.108)
Intéressé par la politique	1.074 (0.0912)	0.946 (0.0796)	0.880 (0.0847)	1.609*** (0.192)	0.996 (0.0789)
<i>Cat. ref. Plutôt à gauche</i>					
Plutôt à droite	2.384*** (0.253)	1.310*** (0.137)	2.806*** (0.345)	0.607*** (0.104)	0.647*** (0.0639)
Ni de gauche ni de droite	1.652*** (0.163)	1.054 (0.0986)	1.447*** (0.173)	0.596*** (0.0925)	0.826** (0.0738)
NSP	1.549*** (0.200)	1.278* (0.162)	1.342* (0.203)	0.926 (0.190)	0.872 (0.103)
Femme	0.638*** (0.0490)	1.058 (0.0809)	0.669*** (0.0594)	1.182 (0.139)	0.836** (0.0608)
Constante	0.623*** (0.0916)	1.589*** (0.231)	0.417*** (0.0688)	3.592*** (0.754)	2.073*** (0.288)
Observations	4,022	4,023	4,030	4,026	4,025
Pseudo R ² de McFadden	0.06	0.03	0.06	0.09	0.04

Coefficients reportés en termes de rapports de risques relatifs. Erreurs standards entre parenthèses *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : Fichier cumulé des enquêtes « Jeunesses, citoyennetés et inégalités sociospatiales »

Enfin, notre modèle montre l'effet inexistant de l'intérêt pour la politique, sauf pour le soutien à un système politique démocratique. Ce résultat suggère, là encore, que le soutien affiché à la démocratie doit être compris comme une manifestation de soutien à l'ordre politique existant, plus fort chez les individus qui s'intéressent à la chose politique. Les jeunes femmes ont une moindre propension à considérer l'idée d'un leader fort, d'un gouvernement militaire ou d'une assemblée tirée au sort comme une « bonne » plutôt qu'une « mauvaise » manière de gouverner,

ce qui suggère un plus fort rejet des alternatives autoritaires et un plus fort attachement au *statu quo*. Par ailleurs, l'orientation idéologique joue un rôle substantiel dans le soutien aux diverses alternatives. Les individus qui se positionnent à droite ont une propension bien plus forte que ceux qui se positionnent à gauche à soutenir l'idée d'un leader fort (40% contre 22%) et d'un gouvernement militaire (29% contre 13%). Ils sont également plus favorables au gouvernement des experts que les répondants situés à gauche (57% contre 50%), et moins enclins à considérer la démocratie et l'assemblée tirée au sort comme une bonne manière de gouverner. Notre modèle montre aussi que les individus situés ni à gauche ni à droite soutiennent beaucoup moins fortement l'idée qu'un système démocratique est une bonne manière de gouverner : 72% contre 87% pour les répondants situés à gauche. Les individus refusant de se situer politiquement (près de 16% de notre échantillon) considèrent quant à eux davantage qu'un leader fort, mais aussi un gouvernement d'experts et l'armée (dans une moindre mesure) sont une « bonne manière » de gouverner le pays.

Conclusion

Les jeunes français, quels que soient leur diplôme ou leur lieu d'habitation, considèrent toujours majoritairement la démocratie comme une bonne manière de gouverner. Pour autant, tout en gardant en tête l'ambiguïté inhérente aux mesures des préférences démocratiques, notre étude tend, d'abord, à confirmer l'existence de signes de « déconsolidation démocratique » (Foa and Mounk, 2017) chez les 18-24 ans. Ils manifestent un attachement explicite plus faible à la démocratie mais aussi un enthousiasme beaucoup plus marqué que les autres cohortes pour l'idée d'un gouvernement militaire, même lorsque des variables liées au statut social (diplôme), au territoire (lieu d'habitation) ou à l'intégration politique (orientation idéologique, intérêt pour la politique) sont prises en compte.

Ce phénomène de déconsolidation démocratique reste confiné à ce jour à un ensemble limité de démocraties. Pour autant, le fait que diverses études récentes confirment la spécificité française à cet égard (XXX, 2021, Wuttke, Gavras, et Schoen 2022) ne manque pas d'interroger, et ce d'autant que ces cohortes se caractérisent également par une participation électorale très faible et un désintérêt plus fort pour la politique que les cohortes plus âgées (Lardeux and Tiberj, 2021). L'interprétation de ce phénomène nécessiterait de plus amples analyses : s'agit-il d'un simple effet d'âge lié au moratoire politique, ou d'un véritable effet de génération lié par exemple à une perception spécifique de l'armée pour les générations n'ayant pas connu le service militaire (XXX, 2021) ? Est-ce le résultat d'un rejet du système institutionnel français perçu

comme inadapté et impuissant ? Celui de préférences pour des institutions « efficaces » plutôt que démocratiques dans un contexte de manque de mobilité sociale ? Dans tous les cas, ces résultats infirment pour le cas français l'idée d'une marche inexorable des jeunes vers des préférences plus démocratiques et inclusives et d'un « *democratic backlash* » (contrecoup démocratique) étant le fait des cohortes les plus anciennes.

Le reste de l'article montre que les préférences pour divers modes de gouvernement s'inscrivent dans un processus d'intégration sociale et politique, les individus bénéficiant des plus fortes opportunités sociales étant plus enclins à soutenir le *statu quo* institutionnel, c'est-à-dire le système démocratique libéral. En revanche, notre étude dément clairement l'idée d'une spécificité « autoritaire » des territoires périurbains ou ruraux. Les jeunes des territoires périurbains sont, toutes choses égales par ailleurs, légèrement moins enclins à considérer explicitement la démocratie comme une bonne manière de gouverner et plus favorables à une assemblée tirée au sort. Cependant, ces disparités territoriales sont loin d'être les inégalités les plus structurantes pour comprendre les réponses à la question « qui doit gouverner ».

Enfin, le rôle du niveau de diplôme apparaît comme pertinent pour comprendre les préférences pour divers modes de gouvernement, mais moins structurant qu'attendu chez les jeunes français. Le diplôme joue un rôle important dans le soutien à l'ordre démocratique existant, mais nos analyses montrent également que les jeunes diplômés du supérieur, bien que moins sensibles aux alternatives autoritaires, sont loin d'être totalement hostiles à ces modes de gouvernement. Dans le contexte français, il constitue un frein certes réel mais plus modeste qu'attendu au soutien à des modes de gouvernement non-démocratiques.

Bibliographie

- Belchior A.M. da C., Teixeira C.P., 2023, « Breaking with mainstream politics while engaging with polarized: determinants of young Europeans' support for democracy », *Journal of Youth Studies*, <https://doi.org/10.1080/13676261.2023.2187693>.
- Bolet D., 2020, « Local labour market competition and radical right voting: Evidence from France », *European Journal of Political Research*, n°4, vol. 59, pp. 817–841.
- Bovens M., Wille A., 2017, *Diploma Democracy: The Rise of Political Meritocracy*, Oxford, Oxford University Press.
- Braconnier C., Dormagen, J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- Brookes K., Cappellina, B., 2023, « Political behaviour in France: the impact of the rural–urban divide », *French Politics*, n°1, vol. 21, pp. 104–124.
- Bussi M., Fourquet, J., Colange, C., 2012, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012. L'apport de la géographie électorale », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 62, pp. 941–963.
- Cartier M., Coutant I., Siblot, Y., 2008, *La France des 'petits-moyens': enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Ceka B., Magalhães P.C., 2020, « Do the Rich and the Poor Have Different Conceptions of Democracy? Socioeconomic Status, Inequality, and the Political Status Quo », *Comparative Politics*, n°3, vol. 52, pp. 383–412.
- Claassen C., Magalhães, P.C., 2023, « Public Support for Democracy in the United States Has Declined Generationally », *Public Opinion Quarterly*, p. nfad039. <https://doi.org/10.1093/poq/nfad039>.
- Clarke N. *et al.*, 2018, *The Good Politician: Folk Theories, Political Interaction, and the Rise of Anti-Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Denemark D., Donovan T., Niemi, R., 2016, « The Advanced Democracies: The Erosion of Traditional Democratic Citizenship », dans D. Denemark, R.B. Mattes, R.G. Niemi (dir.) *Growing Up Democratic: Does it Make a Difference?* Boulder, Lynne Rienner, pp. 181–206.
- Foa R.S., Mounk Y., 2016, « The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect », *Journal of Democracy*, n°3, vol. 27, pp. 5–17.
- Foa, R.S., Mounk, Y., 2017, « The Signs of Deconsolidation », *Journal of Democracy*, (1), pp. 5–16.
- Gherghina, S., Geissel, B., 2019, « An Alternative to Representation: Explaining Preferences for Citizens as Political Decision-Makers », *Political Studies Review*, n°3, vol. 17, pp. 224–238.
- Girard V., 2017, *Le vote FN au village: trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

- Glaeser E.L., Ponzetto G.A.M., Shleifer, A., 2007, « Why does democracy need education? », *Journal of Economic Growth*, n°2, vol. 12, pp. 77–99.
- Gourgues G. *et al.*, 2021, « Les français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique », *Sociologie*, n°1, vol. 12, pp. 1–19.
- Grassi E.F.G., Portos M., Felicetti, A., 2023, « Young People’s Attitudes towards Democracy and Political Participation: Evidence from a Cross-European Study », *Government and Opposition*, pp. 1–23. <https://doi.org/10.1017/gov.2023.16>.
- Inglehart, R., 1977, *The silent revolution: changing values and political styles among Western publics*. Princeton: Princeton University Press.
- Inglehart R., 2016, « The Danger of deconsolidation: How much should we worry », *The Journal of Democracy*, n°3, vol. 27, pp. 18–23.
- Lardeux, L., Tiberj, V. (Dir.), 2021, *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*. Paris: La Documentation française.
- Malka, A. *et al.*, 2022, « Who Is Open to Authoritarian Governance within Western Democracies? », *Perspectives on Politics*, n°3, vol. 20, pp. 808–827.
- Már, K., Gastil, J., 2023, « Do Voters Trust Deliberative Minipublics? Examining the Origins and Impact of Legitimacy Perceptions for the Citizens’ Initiative Review », *Political Behavior*, n°3, vol. 45, pp. 975–994.
- Österman M., Robinson D., 2023, « Educating Democrats or Autocrats? The Regime-Conditional Effect of Education on Support for Democracy », *Political Studies*, n°4, vol. 71, pp. 1298–1320.
- Peugny, C. (2022) *Pour une politique de la jeunesse*. Paris: Seuil.
- Peugny, C., Van de Velde, C., 2013, « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, n°4, vol. 54, pp. 641–662.
- Rivière J., 2017, « L’espace électoral des grandes villes françaises », *Revue française de science politique*, n°6, vol. 67, pp. 1041–1065.
- Rivière J., Girard V., 2013, « Grandeur et décadence du « périurbain » Retour sur trente ans d’analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques.eu* <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01576554>
- Roux, G., 2021, « Une jeunesse moins "ouverte que par le passé sur les questions touchant aux immigrés et aux minorités ? », Dans L. Lardeux, V. Tiberj (dir.) *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*. Paris: La Documentation française, pp. 81–96.
- Thomassen J., 2015, « What’s gone wrong with democracy, or with theories explaining why it has? », dans T. Poguntke et al. (dir.) *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis: Essays in Honour of Jan W. Van Deth*, Londres, Routledge, pp. 34–50.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses Universitaires de France.

Tsatsanis E. *et al.*, 2022, « Generational and Ideological Gaps in Democratic Support: Seeds of Deconsolidation in Post-Crisis Southern Europe? », *South European Society and Politics*, <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13608746.2021.2016245>

Wuttke A., Gavras K., Schoen H., 2022, « Have Europeans Grown Tired of Democracy? New Evidence from Eighteen Consolidated Democracies, 1981–2018 », *British Journal of Political Science*, n°1, vol. 52, pp. 416–428.

Zumbrunn A., Freitag M., 2023, « The geography of autocracy. Regime preferences along the rural-urban divide in 32 countries », *Democratization*, n°4, vol. 30, pp. 616–634.